



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes 25-26 rue des Ailes
37210 Parçay Meslay

Parçay Meslay, le 29/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AXEREAL SCA

36 rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : 2025/539
Code AIOT : 0010003937

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2025 dans l'établissement AXEREAL SCA implanté Rue Champmesle 37700 La Ville-aux-Dames. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL SCA
- Rue Champmesle 37700 La Ville-aux-Dames
- Code AIOT : 0010003937
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AXEREAL exploite sur le territoire de la commune de La Ville-aux-Dames, un complexe

céréaliier comportant notamment des installations de stockage en vrac de céréales réparties en deux silos.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Vieillessement des structures	AP Complémentaire du 09/04/2008, article 26	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Moyens de lutte contre les incendies	AP Complémentaire du 09/04/2008, article 27	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	AP Complémentaire du 29/03/2004, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	AP Complémentaire du 09/04/2008, article 11	Sans objet
2	Prévention des risques d'incendie et d'explosion	AP Complémentaire du 09/04/2008, article 21	Sans objet
5	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/04/2008, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Accès aux installations
Prescription contrôlée :
[...] Le site est entièrement clos (clôtures, portails, murs y compris ceux des bâtiments, ...) et les

bâtiments sont fermés à clé hors période de travail. [...]
Constats : Le site est entièrement clôturé. Il possède deux accès. Ces accès sont fermés aux horaires de fermeture du site. Pas de non respect constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/04/2008, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Mesure de prévention visant à éviter un auto-échauffement
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits (durée de stockage, taux d'humidité.) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les cellules de stockages sont équipées de sondes thermométriques adaptées à la configuration des silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.
Constats : Toutes les cellules du silo n°1 (C1 à C7) sont équipées d'un système de silothermométrie fixe avec 5 capteurs par cellule. Toutes les cellules du silo n°2 (C8 à C20) sont équipées d'un système de silothermométrie fixe avec 5 capteurs par cellule. Un ordinateur dédié enregistre en temps réel les relevés de températures avec 3 niveaux d'alerte. Le jour de la visite un contrôle de température a été effectué sur la cellule C19 (soja) : température max 20,8°C et température min 17,1°C. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par un système de surveillance approprié et adapté aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement. Pas de non-respect constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Vieillesse des structures

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/04/2008, article 26
Thème(s) : Risques accidentels, risque d'ensevelissement
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos. Il est remédié à toute dégradation (début de corrosion, amorce de fissuration ...) susceptible d'être à l'origine de la rupture d'une paroi dans les délais les plus brefs.

En outre, lorsque la zone d'ensevelissement est susceptible de sortir des limites de propriété, l'exploitant établit une procédure, qui spécifie la nature et la fréquence de ces contrôles, qui donnent lieu à un enregistrement.

Constats :

Interrogé sur l'état des cellules, l'agent silo sur place a indiqué lors de l'inspection que depuis cette année, le silo n°1 (C1 à C7) du site de La Ville-aux-Dames n'était plus utilisé pour le stockage de céréales et principalement à cause de l'état de vieillissement des cellules.

Le jour de la visite, l'agent silo réceptionnait 3 camions de soja. L'agent a indiqué que seul du soja était réceptionné sur ce site et uniquement stocké dans les cellules C19, C20, C11, C12, C13 du silo n°2.

Il a été constaté que l'ensemble des cellules du silo n°1 et n°2 présentent d'important désordres :

- Corrosion perforante sur la première virole des cellules rondes métalliques
- Corrosion sur les parois des cellules et sur les montants (avec perte de matière et absence de fixations)
- Corrosion sur l'ensemble des toitures des cellules
- Trous, fissures et défauts d'étanchéité au niveau des trappes d'accès

Constat: L'exploitant ne remédie pas dans les délais les plus brefs aux dégradations susceptibles d'être à l'origine de la rupture d'une paroi de cellule.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un audit des structures des cellules de son site de La Ville-aux-Dames. L'exploitant transmet également un plan de remédiation des désordres relevés lors de cet audit et indique le devenir de ce site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Moyens de lutte contre les incendies

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/04/2008, article 27

Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques

Prescription contrôlée :

[...]

Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.

[...]

Constats :

L'exploitant a présenté un rapport de vérification périodique pour ces 3 colonnes sèches. Ce rapport émis par la société EUROFEU en date du 08/04/2025 indique qu'un essai dynamique sous une pression de 15 bars a été réalisé. Le code fonctionnel indique "bon fonctionnement" pour ces

<p>3 colonnes sèches.</p> <p>L'exploitant a présenté un rapport de vérification périodique de son parc d'extincteurs vérifiés par la société EUROFEU en date du 02/08/2024. Ce rapport n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.</p> <p>L'exploitant n'a pas présenté de rapport de vérification du poteau incendie dévolu à la protection incendie de son site.</p> <p>Constat : l'exploitant ne s'assure pas du bon fonctionnement du poteau incendie dévolu à la protection incendie de son site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre aux constat formulé au point 4.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Permis de feu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection des installations classées a contrôlé un permis de feu en date du 18/03/2024.</p> <p>Ce permis de feu au profit de la société DELANOUE pour une intervention de soudure sur une échelle au niveau de l'élévateur 4 contient tous les éléments attendus.</p> <p>Pas de non-respect constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification électrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations,</p>

<p>doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 [...]</p> <p>Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II [...]</p> <p>- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum [...], et posséder une T°C de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la T°C d'inflammation en nuage, et de la T°C d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C.</p> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <p>- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</p> <p>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;</p> <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées. Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits, excepté si une étude technique justifie [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un compte-rendu de vérification complète des installations électriques de son site de La Ville-aux-Dames.</p> <p>Ce compte-rendu de vérification périodique Q18 DEKRA n° 0352856A2401 R 001 du 25/11/2024 indique que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion.</p> <p>Constat: L'exploitant ne maintient pas en bon état ses installations électriques.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre aux constats relevés au point de contrôle n°6.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>